



# Niger : éviter l'aggravation des violences contre les civils à Tillabéri

---

**Briefing Afrique de Crisis Group N°172**

Dakar/Niamey/Nairobi/Bruxelles, 28 mai 2021. Traduit de l'anglais

---

**Que se passe-t-il ?** Dans la région de Tillabéri, au nord du Niger, le conflit opposant jihadistes et forces de sécurité pourrait avoir pris un nouveau tournant, suite aux récents massacres de villageois par des insurgés de la branche locale de l'Etat islamique. Les autorités craignent que le développement de groupes d'autodéfense anti-jihadistes aggrave encore plus les violences contre les civils.

**En quoi est-ce significatif ?** Les tensions entre jihadistes et groupes d'autodéfense, souvent source d'antagonismes entre communautés, mettent les civils en danger et imposent à l'Etat des défis nouveaux, comme observé au Mali et au Burkina Faso. Ces violences pourraient alimenter les frustrations locales et pousser de nouvelles recrues vers l'Etat islamique.

**Comment agir ?** Niamey devrait décourager la création de groupes d'autodéfense, qui aggravent les violences contre les civils, et arbitrer les conflits communautaires. Le gouvernement devrait intégrer plus de locaux dans les forces de sécurité pour stabiliser la région, chercher à négocier un cessez-le-feu avec les insurgés et intensifier les efforts pour protéger les civils.

## I. Synthèse

---

Le nord de Tillabéri, région frontalière du Niger et théâtre d'attaques lancées par les jihadistes sur les forces de sécurité, risque aujourd'hui de basculer durablement dans les violences à base communautaire. Deux récents massacres de membres de la communauté zarma, perpétrés par des combattants d'une branche de l'Etat islamique, font même craindre une montée en puissance des violences à caractère ethnique. Des villageois zarma veulent prendre les armes pour lutter contre les jihadistes, qu'ils tiennent responsables d'une flambée de la criminalité et soupçonnent d'appartenir à la communauté peul dans leur majorité. A l'heure où elles envisagent différentes réponses, les autorités nigériennes devraient tenir compte des expériences malienne et burkinabé. Ces deux pays ont toléré l'émergence des milices communautaires, provoquant des violences qui ont incité les civils à se rapprocher des jihadistes ou des groupes d'autodéfense. Niamey devrait continuer de décourager la création de telles milices, intensifier les efforts visant à protéger les villageois et apaiser les tensions

intercommunautaires. Les autorités nigériennes devraient par ailleurs rester ouvertes à un dialogue avec les commandants jihadistes locaux et s'efforcer de remédier aux causes sous-jacentes de la crise, notamment les litiges fonciers et les rivalités politiques locales en partie liées à la décentralisation.

Les événements récents indiquent que les troubles pourraient s'intensifier dans la région de Tillabéri, dans la zone frontalière entre le Mali et le Niger. Au cours des deux dernières années, une branche locale de l'Etat islamique – l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) – a organisé des attaques de grande ampleur contre les forces de sécurité et des bases situées le long de la frontière malienne, afin de garder sa mainmise sur la zone et ses habitants. Au lendemain des massacres du 2 janvier à Tchomabangou et Zaroumdareye, deux villages situés à proximité de la frontière, et d'une attaque perpétrée le 15 mars contre des civils revenant du marché hebdomadaire à Banibangou, dans la même zone, le risque que le conflit implique davantage les civils semble particulièrement élevé. Les deux attaques sont survenues après que des habitants du nord de Tillabéri, principalement des Zarma, ont commencé à créer des groupes d'auto-défense pour lutter contre la prédation et l'extorsion des groupes armés.

Niamey craint qu'une multiplication de ces attaques n'attise les tensions communautaires. Des communautés issues des deux groupes ethniques (les Zarma, généralement des agriculteurs sédentaires, et les Peul, principalement des éleveurs semi-nomades) s'opposent de plus en plus régulièrement pour l'accès aux terres et aux ressources, et ce dans un contexte de détérioration des relations intercommunautaires depuis plusieurs décennies, lié notamment à l'expansion des zones de culture vers la frontière malienne. Après le massacre du 2 janvier, certains Zarma ont accusé des membres peul de l'EIGS d'avoir attaqué les villages pour régler des différends ethniques. Les autorités ont tenu à minimiser la ligne de fracture entre Zarma et Peul, soulignant que le chef de l'attaque serait lui-même zarma. Cependant, la possibilité d'une escalade de la violence à base ethnique demeure. Si le groupe jihadiste a récemment gagné du terrain auprès des Zarma afin de gonfler ses rangs, il demeure principalement composé de membres de communautés semi-nomades, majoritairement peul, mais aussi touareg et daosahak.

Les moyens dont dispose l'Etat pour améliorer la situation sont limités. Ses forces de sécurité sont sollicitées de toute part et semblent incapables de sécuriser de grandes parties de la région de Tillabéri. Les soldats se sont partiellement repliés et ont quitté la frontière après avoir essuyé des défaites lors de l'attaque des postes militaires d'Inatès et Chinegodrar, non loin de la frontière malienne, en décembre 2019 et janvier 2020. Ils ont par ailleurs été accusés de violences graves sur des civils, ce qui amène certaines communautés à redouter leur présence.

Niamey ne résoudra toutefois pas les problèmes de la région en soutenant les groupes d'autodéfense qui se mobilisent déjà pour lutter contre la violence jihadiste. Au Mali et au Burkina Faso, les alliances entre les forces de sécurité et ces milices n'ont fait que générer davantage de violences meurtrières. Au Niger, la formation de ces groupes semble avoir décidé les jihadistes locaux à prendre les civils pour cible. Au-delà de déterminer s'il est possible, ou même souhaitable, vu l'intensification des violences contre les civils, de déployer de nouvelles troupes pour contribuer à sécuriser la région, la meilleure option pour le gouvernement est d'adopter une stratégie visant à apaiser les tensions communautaires et à mieux protéger les habitants du bandi-

tisme croissant et, une fois de plus, de chercher à dialoguer avec les insurgés. Plus précisément :

- ❑ Le gouvernement devrait intensifier ses efforts pour désamorcer les tensions entre communautés, notamment grâce à une communication à l'échelle locale axée sur l'idée que l'inclusion et la diversité sont depuis toujours des fondements de la société nigérienne.
- ❑ Niamey devrait en outre renforcer les efforts déjà déployés pour régler les différends relatifs aux droits fonciers, aux ressources naturelles et aux politiques locales qui attisent les tensions communautaires et augmentent le risque de violence dans la région.
- ❑ La police et la gendarmerie, qui ont été forcées de se convertir à la lutte contre les jihadistes, devraient essayer de convaincre les communautés qu'elles n'ont pas besoin de s'armer, en reprenant leur rôle traditionnel de maintien de la sécurité publique et en s'attelant à lutter contre le banditisme armé.
- ❑ Les autorités étatiques devraient envisager de tendre la main aux commandants locaux de l'Etat islamique afin de négocier des cessez-le-feu, dans l'espoir qu'une telle avancée contribue, à moyen ou long terme, à les convaincre de s'éloigner de l'organisation, et peut-être même à attirer les hauts responsables à la table des négociations. Bien que les récents massacres puissent compliquer les efforts de dialogue, l'élection à la présidence de Bazoum Mohamed, l'un des rares responsables gouvernementaux à avoir été favorable au dialogue lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, pourrait donner un nouvel élan à ces pourparlers.

---

## II. Jihadistes, miliciens et massacres

---

La crise sécuritaire et de gouvernance qui frappe le nord de la région de Tillabéri, une zone d'activités importante de la branche locale de l'Etat islamique, l'EIGS, a pris une tournure inquiétante.<sup>1</sup> Le 2 janvier, des dizaines d'insurgés ont attaqué à moto les villages de Tchomabangou et Zaroumdareye dans la commune de Tondikiwindi, à la frontière avec le Mali. Selon les estimations officielles, ils ont tué plus de 100 personnes, des Zarma pour la plupart.<sup>2</sup> Le 15 mars, des hommes armés masqués ont arrêté plusieurs véhicules revenant du marché hebdomadaire de Banibangou, également situé

---

<sup>1</sup> Bien que ce groupe soit souvent appelé l'Etat islamique au Grand Sahara, et que ce rapport le nomme ainsi, l'Etat islamique lui-même l'appelle Etat islamique dans la province de l'Afrique de l'Ouest (EIAO), le regroupant ainsi avec un autre groupe qui opère dans la région du bassin du lac Tchad. Voir également le commentaire de Crisis Group, « Les franchises de l'Etat islamique en Afrique : les leçons du lac Tchad », 29 octobre 2020.

<sup>2</sup> Entretien de Crisis Group, responsables locaux et nationaux, janvier 2021. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a annoncé que dix garçons et sept filles figuraient parmi les victimes. « Niger : plus de 10 000 personnes ont fui de récentes violences dans la zone des "trois frontières" », ONU Info, 7 janvier 2021. Voir également « Statement by UNICEF Executive Director Henrietta Fore on Attacks against Villages in Niger », UNICEF, 4 janvier 2021. Les deux villages se situent à environ 10 kilomètres de distance. « Carte de référence : Région de Tillabéri, département de Ouallam », Reach, s.d.

près de la frontière malienne, et ont tué près de 58 passagers zarma, tous des hommes.<sup>3</sup> Quelques jours plus tard, le 21 mars, des insurgés ont tué plus d'une centaine de personnes dans une attaque dirigée contre des civils à Tilia, une commune rurale de la région de Tahoua, à l'est de Tillabéri.<sup>4</sup> En mai 2021, l'Etat islamique, présent dans la région frontalière depuis 2015, a revendiqué les attaques à Tchomabangou, Zaroumdareye et Tillia.<sup>5</sup> La récurrence de massacres de cette ampleur laisse craindre que la crise dans la région de Tillabéri ne soit entrée dans une nouvelle phase, encore plus dangereuse pour les civils.<sup>6</sup>

Au début de leur implantation à Tillabéri, les groupes jihadistes locaux, y compris l'EIGS, devenu depuis lors la principale organisation jihadiste dans la zone frontalière, ont principalement attaqué les forces de sécurité et ont largement (mais pas non plus entièrement) épargné les civils, afin de les rallier à leur cause.<sup>7</sup> Ces groupes ont surtout recruté au sein des communautés semi-pastorales peul, qui nourrissent des rancœurs grandissantes envers l'Etat et d'autres communautés des alentours depuis des décennies. Au début, les actes de violence des insurgés contre les civils étaient rares, mais leur fréquence a augmenté à mesure que les jihadistes se sont mis à s'en prendre aux responsables locaux pour les forcer à accepter leur présence dans la zone. L'EIGS a exercé une pression constante sur ces responsables dans l'ensemble de la zone frontalière, assassinant ou enlevant ceux qui refusaient de se conformer à ses diktats ou ceux que le groupe soupçonnait d'être des informateurs de l'Etat.<sup>8</sup> Par exemple, en

<sup>3</sup> Entretiens de Crisis Group, habitants des villes de Banibangou et Abala, Niamey, mars 2021.

<sup>4</sup> Si les tueries de Tahoua ont un lien avec la violence croissante dans le nord de Tillabéri, elles impliquent des communautés différentes, qui ont développé une autre relation avec les groupes d'autodéfense armés, et ne seront dès lors pas traitées dans ce briefing.

<sup>5</sup> Voir le bulletin d'information hebdomadaire de l'Etat islamique, *al-Naba*, n°287, p.7, mai 2021. Bien que toutes les sources interrogées par Crisis Group tiennent l'EIGS pour responsable de l'attaque de Tondikiwindi, l'incertitude demeure pour le massacre de Banibangou, qui n'a pas été revendiqué dans le numéro 287 d'*al-Naba* comme les autres tueries. Certaines sources suggèrent que des bandits armés plus ou moins associés à l'Etat islamique auraient décidé de punir le village de Darey-Daye dont des membres avaient précédemment tué ou torturé des éleveurs Peul. Entretiens de Crisis Group, membres d'organisations de la société civile, Niamey, mars 2021.

<sup>6</sup> De récentes attaques en mai 2021 confirment le risque accru de violences contre les civils, tout en soulignant que les forces de sécurité restaient visées. Le 4 mai, des insurgés de l'EIGS ont attaqué le village d'Intoussane (département de Banibangou), tuant au moins seize soldats et quatre civils. Voir *al-Naba*, n°287, p.5. Le 9 mai, des hommes armés ont attaqué plusieurs villages dans la commune d'Anzourou, tuant au moins vingt civils, dérobant le bétail et donnant aux communautés trois jours pour quitter les lieux ou être abattues. En l'espace de quelques jours, plus de 10 000 habitants ont fui la zone. Voir « Niger, rapport de situation », OCHA, 17 May 2021.

<sup>7</sup> Ces dernières années, l'Etat islamique a développé la capacité de monter des opérations de grande ampleur contre les forces de sécurité nigériennes. En décembre 2019 et janvier 2020, des militants ont mené les attaques les plus meurtrières de l'histoire contre ces forces, tuant plus de 150 soldats au cours des deux incidents combinés. Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°289, *Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger*, 3 juin 2020 ; et Hannah Armstrong, « Derrière l'attaque jihadiste d'Inates au Niger », commentaire de Crisis group, 13 décembre 2019.

<sup>8</sup> Bien que ce soit rarement le cas, des attaques de l'Etat islamique ont pris pour cible des civils. En mai 2020, le groupe a notamment tué dix-huit personnes dans la commune d'Anzourou dans le Tillabéri. Voir Moussa Aksar, « Région de Tillabéri/Commune d'Anzourou : 18 civils tués dans une attaque armée », *L'Événement Niger*, 10 mai 2020. Voir également le rapport de Crisis Group, *Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger*, op. cit.

novembre 2019, l'EIGS a exécuté le chef zarma du village de Tchomabangou parce qu'il aurait refusé de payer la *zakat* (impôt islamique).<sup>9</sup>

Dès le début de l'année 2020, l'EIGS s'était imposé comme une force prépondérante dans la zone frontalière après avoir infligé de lourdes pertes à l'armée nigérienne suite à des attaques de grande envergure sur les casernes d'Inatès et Chinegodrar à la fin de l'année 2019 et au début de 2020.<sup>10</sup>

Toutefois, la situation a changé en 2020. Les combats contre les jihadistes rivaux et les frappes aériennes françaises ont fortement affaibli l'EIGS. Au centre du Mali et dans le nord du Burkina Faso, l'EIGS a perdu du terrain et des combattants au profit d'un groupe jihadiste affilié à al-Qaeda, Jama'at Nusratul Islam wal Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, ou GSIM). Au cours de l'année, au moins 400 de ses combattants ont été tués par les frappes françaises et dans les combats les opposant au GSIM.<sup>11</sup> Néanmoins, malgré ces pertes, aucun de ces trois Etats sahéliens n'a réellement redéployé de forces dans les zones qui étaient auparavant sous le contrôle de l'EIGS.

La frontière entre le Mali et le Niger demeure donc le bastion du groupe mais, même là, il semble inquiet que son assise soit contestée. Si autrefois l'EIGS a cherché à entretenir de bonnes relations avec les locaux, au fil du temps, le prélèvement de la *zakat* auprès des habitants s'est fait de manière moins disciplinée, plus agressive et plus chaotique.<sup>12</sup> Les bandits armés cherchant eux aussi de plus en plus à rançonner les locaux, le tribut à payer pour ces derniers s'alourdit. Affaibli dans les pays voisins, l'EIGS tente peut-être de rassembler davantage de fonds pour relancer ses activités.<sup>13</sup> Il se peut également que les commandants locaux profitent du relâchement du contrôle, déjà souple, exercé par leurs supérieurs pour gérer leurs zones à leur manière.<sup>14</sup>

Quelle qu'en soit la cause première, le prélèvement d'une *zakat* plus élevée et plusieurs fois par an a aggravé le ressentiment des populations locales. Ce système de prédation, couplé à l'impression que l'EIGS pourrait s'affaiblir, pousse certains membres des communautés locales à organiser la résistance. Selon des sources locales,

---

<sup>9</sup> Les rapports relatifs au nombre de chefs de village tués à Tondikiwindi en novembre 2019 diffèrent. Selon l'ONG Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), les insurgés ont tué trois chefs de village et en ont enlevé deux autres le 22 novembre 2019. Certaines sources locales ont indiqué à Crisis Group que des insurgés avaient tué les chefs de village de Tchomabangou et Zaroumdaray ce jour-là, mais d'autres rapports reçus par Crisis Group suggèrent que les deux villages avaient un seul et même chef. Entretien de Crisis Group, responsables locaux, janvier 2021.

<sup>10</sup> Rapport de Crisis Group, *Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger*, op. cit.

<sup>11</sup> Héni Nsaibia, « The Conflict Between Al-Qaeda and the Islamic State in the Sahel, A Year On », 3 mars 2021.

<sup>12</sup> Ceci a offensé les communautés pastorales comme agricoles. Un éleveur peul a déclaré que trois insurgés différents étaient venus collecter la *zakat* en un an. Deux étaient des commandants rivaux se battant pour l'influence sur la même zone et le troisième disait travailler pour un commandant qui a ensuite nié avoir envoyé un collecteur. Entretien de Crisis Group, habitant de Tondikiwindi, Niamey, février 2021.

<sup>13</sup> L'affaiblissement de l'EIGS ne pourrait être que relatif et temporaire. En effet, en mai 2021, l'organisation semble être repassée à l'offensive contre les forces de sécurité, revendiquant deux attaques qui ont fait plus de 40 victimes parmi les soldats et la garde nationale du Niger. Voir *al-Naba*, n°287, op. cit.

<sup>14</sup> Dans la commune de Tondikiwindi, par exemple, les commandants locaux semblent être de plus en plus en concurrence pour la perception de la *zakat*. Entretien de Crisis Group, février 2020.

à la fin de l'année 2020, les communautés rurales étaient de plus en plus enclines à se protéger elles-mêmes en créant des groupes d'autodéfense.<sup>15</sup> En 2020, dans un document formulant dix-huit recommandations pour stabiliser la région de Tillabéri, le Comité union Tillabéri pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale, une organisation principalement zarma, a appelé à former des groupes d'autodéfense placés sous le commandement de responsables militaires à la retraite.<sup>16</sup>

Dans les environs de Tchomabangou, les habitants de plusieurs villages se sont rassemblés pour créer un groupe de défense communautaire, supposément avec le soutien d'un commerçant prospère qui a également mobilisé et armé de jeunes orpailleurs issus de la zone de Téra.<sup>17</sup> Des sources locales indiquent que le 15 décembre 2020, ces miliciens ont tué deux (ou trois, le chiffre varie selon les sources) représentants de l'EIGS venus au village pour prélever des impôts, voler du bétail ou acheter des provisions.<sup>18</sup> Les villageois ont ensuite refusé de coopérer avec une délégation de l'EIGS, chargée d'enquêter sur ces décès. La première réponse des insurgés fut d'enlever le nouveau chef du village et de déclarer Tchomabangou village ennemi. Les attaquants à moto sont arrivés quelques jours plus tard et ont perpétré le massacre du 2 janvier 2021.<sup>19</sup> Bien qu'ils aient initialement visé un groupe de miliciens peu armés et alors en formation, les jihadistes s'en sont également pris aux villageois. L'EIGS a déclaré que cette opération visait des groupes d'autodéfense villageois soutenus par l'Etat.<sup>20</sup>

Dans le cas du massacre de Banibangou survenu en mars 2021, les récits divergent sur ce qui a déclenché la tuerie. Mais la plupart des sources consultées par Crisis Group ont mentionné un mouvement de résistance embryonnaire dans les villages autour de Chinegodrar et Darey-Daye.<sup>21</sup> Après que les chefs de village ou les responsables religieux ont encouragé les jeunes zarma à s'armer avec des arcs ou des armes à feu, les insurgés auraient décidé de punir le village de Darey-Daye, tuant ainsi sept personnes. Contraints de battre en retraite face à la résistance armée, les insurgés ont ensuite attaqué par surprise plusieurs véhicules transportant des passagers reve-

---

<sup>15</sup> Outre le groupe formé à Tchomabangou, et mentionné ci-après, un commerçant zarma a commencé à financer un groupe d'autodéfense à Garbey (environ 100 kilomètres à l'est de Tchomabangou) avant d'être assassiné par des insurgés présumés de l'Etat islamique le 27 novembre 2020. En représailles, des villageois armés ont pris en embuscade et tué six à sept jihadistes, aussi décrits comme des éleveurs peul par un membre du groupe pastoral à Niamey. A Mogodiougou (plus de 50 kilomètres à l'est de Tchomabangou), les villageois ont tué deux insurgés de l'EIGS venus percevoir la *zakat* le 8 décembre. Quelques jours plus tard, des insurgés ont affronté des villageois armés, en tuant huit et perdant un nombre inconnu de leurs propres combattants, selon ACLED. Entretiens de Crisis Group, habitant de la commune de Tondikiwindi, février 2020 ; et résident de Tondikiwindi, février 2021.

<sup>16</sup> Entretien de Crisis Group, responsable du Comité union de Tillabéri, Niamey, mars 2021. « Suggestions du Comité union Tillabéri pour le retour de la Paix », document consulté par Crisis Group.

<sup>17</sup> Selon d'autres sources locales, le groupe d'autodéfense a été mis sur pied après le meurtre du chef du village. Entretien de Crisis Group, habitant de Tchomabangou, février 2021.

<sup>18</sup> Entretiens de Crisis Group, habitants de Tchomabangou, responsables locaux, Niamey, février 2020.

<sup>19</sup> Entretiens de Crisis Group, sources locales de Tondikiwindi, janvier et février 2021. La présence de jeunes orpailleurs devenus miliciens dans les deux villages pourrait expliquer le nombre inhabituel de morts dans l'attaque du 2 janvier.

<sup>20</sup> Voir *al-Naba*, n°287, p. 6.

<sup>21</sup> Entretiens de Crisis Group, membres d'associations pastorales, ancien sympathisant de l'EIGS, habitant de Banibangou et ancien élu de Banibangou, Niamey, mars-avril 2021.

nant d'un marché, en direction de Chingodrar et Darey-Daye, et désigné des hommes zarma à exécuter.

L'escalade de la violence dans le nord de Tillabéri contraste avec d'autres régions sous contrôle jihadiste, comme le Macina au centre du Mali, où l'insurrection jihadiste de la Katiba Macina a réussi à imposer son autorité et à réduire la violence infligée aux civils. Dans le nord de Tillabéri, à l'inverse, l'EIGS n'a actuellement ni la capacité ni même peut-être l'ambition de gouverner la région et sa population. Il se peut que le groupe en soit plutôt arrivé à recourir à la violence excessive pour étouffer l'opposition naissante et ainsi conserver sa position de groupe armé dominant dans la région.<sup>22</sup>

---

### III. Le risque d'ethnisation de la violence

---

A l'instar des conflits au Mali et au Burkina Faso, la crise qui touche le nord de la région de Tillabéri prend une tournure de plus en plus ethnique. Même si les massacres survenus dans les communes de Tondikiwindi et Banibangou semblent davantage liés à la volonté des jihadistes de réprimer la résistance de villages bien précis et d'affirmer leur contrôle, leur présence dans la zone attise indéniablement les tensions intercommunautaires. Ces tensions risquent à leur tour d'alimenter un cycle inquiétant de représailles violentes et de querelles à base ethnique.

Deux sources de conflit historiques, au moins, accentuent le risque d'escalade entre les ethnies de la région. Premièrement, la croissance démographique des populations agricoles a intensifié la compétition autour des ressources avec les éleveurs nomades, dans une zone où les droits fonciers sont déjà précaires pour beaucoup. Ces droits ont en effet souvent été établis lors de la création de villages au cours de ces dernières décennies, et sont appliqués de manière inégale et souvent contestés. Deuxièmement, les efforts de décentralisation, comme la création de communes rurales en 2004 que le gouvernement a mises en place pour donner davantage de droits et de ressources aux villageois, ont paradoxalement exacerbé les rivalités politiques préexistantes, car les chefs traditionnels sont désormais souvent en compétition avec les élus et doivent gérer de nouvelles exigences émanant de groupes sociaux de bas statut.<sup>23</sup> Les relations au sein des communautés se sont ensuite détériorées après la rébellion survenue en 2012 au Mali, laquelle a poussé divers groupes à prendre les

---

<sup>22</sup>Selon un ancien partisan de l'EIGS, à la fin de l'année 2020, le commandement central de l'organisation a donné l'ordre de réprimer toute forme de résistance. Il est intéressant de noter que certains commandants ont initialement résisté à cet ordre. A Banibangou, un commandant ne s'est abstenu de punir les villages qui refusaient de payer la *zakat*, d'après la rumeur locale parce qu'il avait grandi parmi les Zarma. Il a ensuite été tué dans un affrontement contre des Daosahak en mars 2021, peu avant le massacre des passagers zarma dans la région de Banibangou. Cela pourrait indiquer qu'il a été remplacé par des commandants plus enclins à utiliser la force contre les villageois zarma. Entretien de Crisis Group, ancien soutien de l'EIGS, Niamey, mars 2021.

<sup>23</sup>Voir Rahmane Idrissa et Bethany McGann, « Méfiance et déséquilibre : l'effondrement des relations intercommunautaires et la montée de la mobilisation des communautés armées à la frontière Niger-Mali », Resolve Network, avril 2021.

armes dans la région de Tillabéri. La plupart de ces groupes étaient issus de communautés semi-nomades et beaucoup se sont mobilisés suivant des critères ethniques.<sup>24</sup>

L'infiltration des jihadistes a empiré la situation. Avant leur arrivée dans la région, les communautés et les autorités parvenaient à apaiser les flambées de violence occasionnelles, bien qu'elles n'aient jamais pu apporter de solutions durables aux litiges locaux.<sup>25</sup> Depuis 2015, la présence des insurgés ainsi que les opérations de lutte contre le terrorisme, perçues localement comme ciblant des groupes ethniques spécifiques, ont attisé les tensions existantes et généré des formes de violence nettement plus létales.

Les messages qui circulent sur les réseaux sociaux risquent d'exacerber ces divisions. Après l'attaque de Tchomabangou, des messages anonymes sur les réseaux sociaux blâmaient les Peul pour la tuerie et appelaient les Zarma à se venger.<sup>26</sup> Bien que beaucoup aient interprété le massacre comme une tentative de l'EIGS de décourager la résistance armée des villageois s'opposant au paiement de la *zakat*, d'autres ont blâmé spécifiquement les membres de la communauté peul, considérant que les conflits fonciers entre les Peul et les Zarma sont à l'origine des violences.<sup>27</sup> Dans l'incident de Banibangou, il est plus que probable que l'EIGS ait surtout cherché à punir des villages qui avaient commencé à établir une résistance, et à épargner ceux qui ne rejoignaient aucun groupe d'autodéfense.<sup>28</sup> Cependant, ce que la plupart des Nigériens ont observé et partagé sur les réseaux sociaux est le fait que les insurgés avaient uniquement tué les passagers zarma et épargné les autres.

Les autorités craignent à présent que le Niger ne continue à marcher sur les traces du Burkina Faso ou du Mali voisins. Dans ces pays, l'essor des jihadistes et des groupes d'autodéfense, lesquels recrutent souvent sur une base ethnique, a entraîné un cercle vicieux de tueries intercommunautaires. La violence s'auto-entretient, car chaque incident pousse davantage de locaux à rejoindre un groupe armé pour bénéficier d'une protection.<sup>29</sup> Au Mali central, l'épicentre du conflit dans ce pays, les combats entre éleveurs peul et agriculteurs dogon ont fait des milliers de morts depuis 2016. Ils ont été en partie alimentés par l'enrôlement de nombreux Peul dans le GSIM et de Dogon dans le groupe d'autodéfense Dana Ambassagou.<sup>30</sup> Dans le nord du Burkina

---

<sup>24</sup> Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°261, *Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, 12 juin 2018.

<sup>25</sup> Les épisodes les plus graves opposaient des Zarma et des Peul, principalement dans les communes de Banibangou et Ouallam en 2008-2009, et ont fait des dizaines de morts. Voir Gandou Zakara et al., « Les violations collectives des droits humains fondamentaux : Cas des régions de Tillabéri et Dosso Niger », International Work Group for Indigenous Affairs, 2011.

<sup>26</sup> Message audio conservé par Crisis Group, 5 janvier 2021.

<sup>27</sup> A la fin 2020, le groupe d'autodéfense zarma du village aurait tué des éleveurs peul et volé leur bétail, ce qui a accentué les tensions locales et semé les graines d'un conflit. Entretien de Crisis Group, habitant de Tchomabangou, février 2021.

<sup>28</sup> Plusieurs chefs de village ont refusé de participer, par peur des représailles de la part de l'EIGS. Entretiens de Crisis Group, habitant de Banibangou et ancien soutien de l'EIGS, Niamey, mars 2021. Selon l'un des rapports non confirmés, certains chefs de village auraient écrit une lettre au commandement de l'EIGS pour indiquer clairement qu'ils ne rejoindraient pas le mouvement de résistance.

<sup>29</sup> Voir les rapports Afrique de Crisis Group N°293, *Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali*, 5 novembre 2020 ; et N°287, *Burkina Faso : sortir de la spirale des violences*, 24 février 2020.

<sup>30</sup> En mars 2019, un groupe d'autodéfense principalement dogon a tué plus de 150 villageois peul à Ogossagou, au centre du Mali. Les assaillants ont accusé les habitants d'avoir des liens avec les



Faso, l'émergence des Koglweogo, des groupes d'autodéfense recrutant principalement auprès des ethnies mossi, gourmantché, bisa et foulé dans les années 2010, a donné lieu à davantage de tueries intercommunautaires dans un contexte de hausse des activités jihadistes.<sup>31</sup>

Au Niger, les responsables du pays préfèrent éviter de parler ouvertement des tensions ethniques, une question extrêmement sensible. La Haute autorité à la consolidation de la paix (HACP), un conseil mandaté par le gouvernement nigérien pour traiter les causes de l'instabilité à Tillabéri, a réussi à minimiser le rôle des animosités communautaires dans les récentes tueries.<sup>32</sup> Le 9 janvier, le président de la HACP, le général Mahamadou Abou Tarka, a prononcé un discours près de Tondikiwindi, soulignant que les dirigeants de l'Etat islamique à Tillabéri, initialement tous des Peul, comptent désormais plusieurs commandants zarma, notamment Hamidou Hama, que les autorités soupçonnent d'avoir dirigé les assauts de Tchomabangou et Zaroumdareye.<sup>33</sup> Il voulait ainsi faire entendre que les racines du conflit n'étaient pas intercommunautaires.

Beaucoup ont toutefois l'impression que les Peul prédominent dans l'EIGS, et les commandants les plus connus sont peul. L'organisation ne recrute encore que peu parmi les Zarma, de loin le plus grand groupe ethnique de la région de Tillabéri.<sup>34</sup>

L'affirmation communément acceptée qu'un Zarma était à l'origine des tueries de Tchomabangou et de Zaroumdareye suggère néanmoins que l'EIGS parvient désormais à recruter au sein de plusieurs communautés dans la région de Tillabéri et à

---

jihadistes. Jean-Hervé Jézéquel, « Centre du Mali : enrayer le nettoyage ethnique », commentaire de Crisis Group, 25 mars 2019. Un massacre similaire de 35 Peul par des miliciens dogons s'est déroulé à Ogossagou, le 14 février 2020. Voir « Mali : L'armée et l'ONU n'ont pas empêché un massacre », Human Rights Watch, 18 mars 2020.

<sup>31</sup> Les groupes d'autodéfense koglweogo ont tué des dizaines de villageois peul à Yirgou, dans le nord du Burkina Faso, en janvier 2019, les accusant d'abriter des islamistes qui auraient tué un chef mossi. Lors d'une attaque en mars 2020, un groupe d'autodéfense koglweogo a tué au moins 43 civils peul lorsqu'il a ouvert le feu sur un autre village dans le nord du Burkina Faso. Voir « Burkina Faso : Les récits de témoins confirment que le massacre de Barga a été perpétré par un groupe armé », Amnesty International, 20 mars 2020 ; et « Burkina Faso : Nouveaux massacres commis par des groupes armés islamistes », Human Rights Watch, 23 avril 2020.

<sup>32</sup> La HACP, d'abord appelée Haute autorité pour la consolidation de la paix, est un conseil fondé en 1995 par le gouvernement nigérien pour assurer la mise en œuvre de l'accord de paix mettant fin à la rébellion touareg de 1995. L'institution a réussi à garantir la représentation de dirigeants touareg ainsi que le désarmement et la réintégration d'anciens rebelles. Dans les années 2000, la mission de la HACP a progressivement évolué pour s'attaquer aux causes de l'insécurité dans plusieurs régions, y compris celle de Tillabéri. En 2018, elle a mené des négociations avec des hauts responsables peul dans la région pour tenter de réduire l'influence de l'Etat islamique, bien qu'avec un succès limité. La HACP reçoit des financements de l'ONU et de l'Union européenne, entre autres bailleurs. Rapport de Crisis Group, *Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger*, op. cit.

<sup>33</sup> Général Mahamadou Abou Tarka, « Allocution du Président de la Haute autorité à la consolidation de la paix, Forum de dialogue Administration-Population de Ouallam », 9 janvier 2021. Abou Tarka a nommé neuf commandants zarma de l'Etat islamique et six Peul. Il a bien veillé à mentionner l'ethnie de chaque commandant.

<sup>34</sup> Entretien de Crisis Group, habitant de Tondikiwindi, février 2021. La population de Tillabéri se compose à presque 64 pour cent de Zarma, alors que les Peul représentent environ 13 pour cent, selon les données les plus récentes, qui datent cependant de 2001. « Répartition de la population résidente de nationalité nigérienne, selon l'ethnie et la région en 2001 », *Annuaire statistique des cinquante ans d'indépendance du Niger*, INS, 2010.

exploiter les divisions intra-ethniques. Par exemple, Hamidou Hama, aussi connu sous le nom de « Maitouwo », a rejoint l'EIGS lorsque des tensions violentes opposaient deux communautés zarma rivales. Entre novembre 2018 et janvier 2019, alors qu'un conflit lié aux droits agricoles couvant depuis des décennies s'échauffait, des membres de la communauté d'Hamidou, connue sous le nom de Tingara 1, se sont affrontés avec leurs voisins de Tingara 2, faisant plusieurs morts et déplaçant des civils.<sup>35</sup> Il semble qu'à ce moment, Hamidou avait déjà établi des relations commerciales avec l'EIGS, mais il ne serait passé à un activisme actif qu'après que les habitants de Tingara 2 ont dénoncé ses liens avec les jihadistes et que les forces de sécurité ont essayé de l'arrêter.<sup>36</sup> Entre 2019 et 2021, il est monté en grade, devenant commandant au sein du mouvement jihadiste. La supervision du recrutement et de la collecte de l'impôt dans les zones zarma lui aurait alors été confiée.<sup>37</sup>

L'intégration et la promotion de recrues zarma dans les rangs de l'EIGS témoignent d'une stratégie permanente visant à étendre l'influence du groupe en attirant des combattants issues des différentes communautés.<sup>38</sup> Le groupe a par exemple exploité les conflits entre les nomades peul, touareg et daosahak afin d'attirer dans son giron les membres désabusés de ces trois groupes.<sup>39</sup> Mais si le recrutement de nomades a aidé l'organisation à contrôler la zone frontalière peu peuplée entre le Mali et le Niger, l'intégration d'un plus grand nombre de Zarma pourrait permettre au groupe d'atteindre à l'avenir des zones plus densément occupées du centre du Niger. Bien que les tensions communautaires se répercutent parfois sur les jihadistes eux-mêmes, l'EIGS est parvenu, pour l'instant, à les maîtriser au moyen d'une diplomatie interne.<sup>40</sup>

---

<sup>35</sup> Selon ACLED, au moins six personnes sont mortes à Tingara, ou à proximité, entre novembre 2018 et janvier 2019.

<sup>36</sup> Entretiens de Crisis Group, villageois et sources locales, janvier 2021. Entretiens de Crisis Group, responsables locaux et nationaux, janvier 2021. Crisis Group a précédemment exhorté les autorités nigériennes et les ONG partenaires à redoubler d'efforts pour arriver à une paix entre les deux villages de Tingara, afin que les jihadistes ne puissent plus exploiter les griefs locaux et que l'Etat prouve son utilité en tant qu'allié. Voir le rapport de Crisis Group, *Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger*, op. cit.

<sup>37</sup> Entretiens de Crisis Group, responsable local, villageois, janvier 2021.

<sup>38</sup> Le recrutement parmi les groupes non pastoraux semble plus avancé dans la zone nord de Zarmaganda, qui coïncide globalement avec la partie ouest-centrale de la frontière avec le Mali. Sur la frontière orientale (vers Abala et Ikarfane), tous les commandants des unités de combats, les markaz, sont soit peul, soit touareg ou daosahak, mais des sources mentionnent la présence de *jenoud* (combattants en arabe) zarma et haoussa renommés au sein de ces unités militaires. Entretien de Crisis Group, habitant d'Abala, Niamey, mars 2021.

<sup>39</sup> Armstrong, « Derrière l'attaqué jihadiste d'Inates au Niger », op. cit.

<sup>40</sup> Par exemple, quelques témoignages font état de tensions entre les commandants peul et zarma de l'Etat islamique au sujet du contrôle des impôts, en particulier dans les villages où vivent à la fois des Peul et des Zarma. Entretien de Crisis Group, habitant de Tingara, janvier 2002.

#### IV. Le bilan des autorités

---

La montée de violence observée depuis la fin 2020 à Tondikiwindi et Banibangou et autour de ces villes illustre clairement la double crise à laquelle les autorités nigériennes sont confrontées. Ces dernières cherchent à contrer l'Etat islamique et à protéger les civils, tout en gérant la détérioration des relations entre les communautés du nord de la région de Tillabéri.

Aujourd'hui, les forces de sécurité nigériennes ne sont simplement plus capables de protéger toutes les zones de cette région reculée. Elles se sont retirées de plusieurs avant-postes frontaliers importants à la suite d'attaques dévastatrices sur les casernes d'Inatès et de Chinegodrar survenues en décembre 2019 et janvier 2020, et les autorités restent peu enclines à procéder à un redéploiement complet le long de la frontière.<sup>41</sup> Un responsable local a décrit toute la bande septentrionale de Tondikiwindi, où vivent des éleveurs et des agriculteurs, comme « inatteignable » en raison du danger que posent les insurgés de l'EIGS.<sup>42</sup> Le personnel de sécurité chargé de patrouiller cette zone limite à quelques jours, voire quelques heures, ses passages dans les villages reculés. Le massacre du 2 janvier a eu lieu à peine un jour après le départ d'une unité militaire nigérienne qui patrouillait la zone alentour, ce qui tend à indiquer que les jihadistes surveillent de près les mouvements militaires et prévoient leurs attaques en conséquence.<sup>43</sup>

Pour faire face au vide sécuritaire dans le nord de Tillabéri, la garde nationale a recruté l'an dernier 500 jeunes hommes issus des communautés locales afin de les déployer dans leur propre région dans le cadre d'unités mixtes.<sup>44</sup> L'Etat essaie également de mieux séparer les missions assignées aux militaires de celles de la police, ce qui permettrait aux forces de sécurité internes de disposer de plus de temps pour combattre le banditisme, plutôt que de lutter contre l'insurrection. Le président Bazoum Mohamed est conscient de la nécessité de cette différenciation. Dans son discours d'investiture prononcé le 2 avril, il a insisté sur la nécessité de mieux distinguer les deux forces.<sup>45</sup> Il faudra cependant du temps pour que ces mesures portent leurs fruits. Les tentatives pour améliorer le recrutement et la formation des forces de sécurité internes risquent d'avoir des résultats mitigés tant qu'elles resteront sous

---

<sup>41</sup> Voir Armstrong, « Derrière l'attaque jihadiste d'Inates au Niger », op. cit. pour davantage de détails concernant l'attaque de l'Etat islamique à Inatès en décembre 2019. En janvier 2020, des insurgés de l'Etat islamique ont tué des dizaines de militaires dans une attaque à Chinegodrar. Voir « Death toll in Niger army base 'rises to 89' », Al Jazeera, 12 janvier 2020.

<sup>42</sup> Cette zone est tristement célèbre en raison d'une attaque de l'Etat islamique ayant tué cinq soldats nigériens et quatre membres des forces spéciales américaines en octobre 2017.

<sup>43</sup> Entretien de Crisis Group, dirigeant local, janvier 2021. Voir « Rapport de la mission conjointe dans la zone de Ouallam », OCHA, 5 janvier 2021.

<sup>44</sup> Entretien de Crisis Group, président élu Bazoum Mohamed, Niamey, avril 2021.

<sup>45</sup> Dans son discours d'investiture, le président Bazoum Mohamed a déclaré : « Tirant les leçons de ce combat que nous menons depuis bientôt dix ans, je mettrai un accent particulier sur la rationalisation de notre action qui doit résulter d'une distinction intelligente entre les missions de l'armée et celle des forces de sécurité intérieure. » Niamey, 2 avril 2021, disponible sur le site internet de la présidence.

commandement militaire dans le nord de Tillabéri, car cela restreint leurs capacités opérationnelles.<sup>46</sup>

En outre, même lorsque les Etats sahéliens réussissent à mener des actions militaires, celles-ci ont parfois des conséquences désastreuses pour les civils. Des problèmes sont notamment apparus quand les forces de sécurité ont associé à leurs opérations des milices à base ethnique.<sup>47</sup> En 2017 et 2018, les autorités nigériennes ont ainsi autorisé des milices ethniques maliennes, principalement touareg et daosahak, à attaquer l'Etat islamique du côté nigérien de la frontière. Ces milices se sont ensuite livrées à des violences à l'encontre des civils peul, ce qui a poussé nombre d'entre eux à s'allier à l'EIGS ou à le rejoindre.<sup>48</sup>

Les forces nigériennes sont elles aussi soupçonnées de commettre des violences. Les opérations de lutte contre les jihadistes qui ont suivi les attaques de décembre 2019 et de janvier 2020 ont mené à la mort ou à la disparition de 102 civils, dont les forces de sécurité seraient responsables.<sup>49</sup> Surmenées et sous-équipées, les forces de sécurité du pays affichent un moral en berne ; elles ont en effet essuyé de grandes pertes dans cette zone, ce qui pourrait les conduire à utiliser des tactiques brutales. A l'aube du 30 avril, des soldats nigériens ont tué plus de vingt détenus d'ethnie daosahak qu'ils avaient arrêtés à proximité de Chinegodrar. Le ministre de la Défense a déclaré qu'ils préparaient une nouvelle attaque contre Banibangou et qu'ils sont morts dans une tentative d'évasion.<sup>50</sup> Un groupe de Daosahak a toutefois déclaré qu'il s'agissait de citoyens ordinaires et a demandé l'ouverture d'une enquête, donnant les noms des victimes.<sup>51</sup>

Les efforts que déploie l'Etat sur le plan politique pour apaiser les tensions ont également connu quelques revers. Les forums pilotés précédemment par le gouver-

---

<sup>46</sup> C'est le cas de l'opération Almahahou, la principale opération militaire dans le nord de Tillabéri. Entretien de Crisis Group, membre des FSI, Niamey, mars 2021.

<sup>47</sup> Ces milices sont de plus en plus actives au Mali et au Burkina Faso. Les miliciens de Dana Ambassagou ont affronté des groupes jihadistes dans la région de Mopti, au centre du Mali. Le 16 septembre 2020, ils auraient repoussé une attaque du GSIM ciblant le village de Niangabo, dans le cercle de Bandiagara (un « cercle » est une entité administrative). Deux mois plus tard, les miliciens de Dana Ambassagou ont dérouter des combattants du GSIM qui tentaient d'attaquer le village de Guimini, le 14 novembre (cercle de Bandiagara). De même, des membres de groupes d'autodéfense koglweogo ont remporté plusieurs victoires contre des groupes jihadistes opérant au Burkina Faso. Le 9 février 2019, ils ont repoussé des militants présumés du GSIM ou de l'Etat islamique au village de Wondo (commune d'Arbinda, province de Soum, région du Sahel) après que ces hommes armés ont attaqué la résidence du chef local. Le 20 mars 2020, des miliciens koglweogo auraient défait un groupe d'insurgés supposément affilié à l'Etat islamique ou au GSIM présents à Pobe Mengao (commune de Pobe Mengao, province de Soum, région du Sahel).

<sup>48</sup> Rapport de Crisis Group, *Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger*, op. cit.

<sup>49</sup> Au moins 71 corps ont été découverts dans six charniers. Beaucoup des personnes retrouvées avaient été vues pour la dernière fois lors de leur arrestation par les forces de sécurité. D'autres restent portées disparues. La plupart des victimes étaient touareg ou daosahak. Voir « Mission d'enquête, d'investigation, de vérification et d'établissement des faits en cas de violation des droits humains dans la commune rurale d'Inatès, département d'Ayorou, région de Tillabéri », Commission nationale des droits humains, 2020.

<sup>50</sup> « Niger : une vingtaine de terroristes présumés tués dans l'ouest du pays (official) », Xinhua, 3 mai 2021.

<sup>51</sup> « Niger : une tuerie, deux versions sur l'identité des victimes », *Dakar Actu*, 3 mai 2021.

nement pour répondre aux griefs et établir une relation de confiance entre les locaux et les forces de sécurité ne sont pas parvenus à juguler la violence dans la commune de Tondikiwindi ou ailleurs dans la région de Tillabéri. Un forum organisé à la fin 2019 afin de réconcilier les deux villages de Tingara a été interrompu par la reprise des combats entre les jihadistes et les forces sécurité qui a suivi les attaques d'Inatès et de Chinegodrar. Alors que les autorités ont pour objectif prioritaire de défaire militairement les jihadistes, les initiatives locales de médiation et de dialogue existent mais passent souvent au second plan. Nombre de ces initiatives, y compris celles qui tentaient de trouver ou de mettre en œuvre des solutions consensuelles pour la gestion et la répartition des ressources naturelles, ont souffert d'un manque d'investissement de la part de l'Etat.<sup>52</sup>

Les autorités savent que la résolution de la crise qui secoue le Tillabéri dépend aussi de leur engagement politique, mais leurs tentatives ont jusqu'ici échoué. Le 4 janvier 2021, deux jours après le massacre de Tondikiwindi, de hauts responsables du Conseil national de sécurité du Niger se sont réunis, promettant de mieux protéger la zone frontalière et de soutenir les habitants qui ont perdu leurs réserves alimentaires dans les incendies déclenchés par les jihadistes. Le 9 janvier, la HACP a organisé un forum rassemblant un large panel de chefs communautaires et des élus à Ouallam, la capitale du département de Ouallam, où se trouve Tondikiwindi, afin d'aborder le risque de conflit intercommunautaire. Le forum semblait toutefois plus axé sur la prévention de la violence immédiate plutôt que sur la résolution des conflits profonds. Bien que ces efforts soient un pas dans la bonne direction, des actions plus concrètes et durables sont nécessaires.

---

## V. Des pistes pour apaiser la crise

---

Compte tenu de l'ampleur du défi que représenterait une victoire militaire sur la branche locale de l'Etat islamique, au moins tant que les combattants de ce groupe sont en mesure de s'enfuir et se regrouper au Mali, les autorités nigériennes devraient se tourner vers des stratégies pluridimensionnelles pour contenir cette expansion, protéger les civils et stabiliser la région de Tillabéri. Différentes sources de violences s'entremêlent dangereusement, allant du banditisme armé aux conflits fonciers, en passant par les activités jihadistes. Les événements récents sont particulièrement inquiétants, car ils montrent que la violence prend une tournure ethnique. Les civils courent un risque accru d'être tués en raison de leur appartenance à un groupe ethnique ou à un village spécifique.

Pour faire face au risque croissant de violence ethnique et éviter que celle-ci ne se développe davantage, Niamey devrait décourager la création de nouveaux groupes d'autodéfense visant à combattre les jihadistes, le banditisme et les violences à base communautaire. Ces groupes risquent en effet d'aggraver une situation déjà tendue. Une série de figures politiques locales, de chefs de village ou d'entrepreneurs encouragent quant à eux la création de tels groupes, avec ou sans soutien de l'Etat. Cependant, pour les autorités nigériennes, accepter cela reviendrait à ignorer les leçons

---

<sup>52</sup> Briefing Afrique de Crisis Group N°154, *Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ?*, 24 avril 2020.

duement apprises par les Etats voisins. La collaboration entre l'Etat et les groupes d'autodéfense Dana Ambassagou et koglweogo, respectivement au centre du Mali et dans le nord du Burkina Faso, ont accéléré les violences ethniques perpétrées contre les civils dans ces zones.<sup>53</sup> En outre, les récents massacres survenus dans le nord de Tillabéri indiquent que la création des groupes d'autodéfense pourrait finir par mettre les civils zarma encore plus en danger. A Tchomabangou et Darey-Daye, les villages ont été punis précisément parce qu'ils avaient formé des groupes d'autodéfense.

Jusqu'à présent, à l'exception de son alliance susmentionnée avec des groupes basés au Mali en 2017 et 2018, Niamey a judicieusement résisté à la tentation de compter sur les milices ethniques pour jouer un rôle dans la sécurisation du nord de Tillabéri, consciente qu'elles risquaient d'alimenter une violence communautaire plus large. Niamey devrait continuer à décourager la création de ces groupes en dissuadant les communautés de se mobiliser pour prendre les armes.<sup>54</sup> Par ailleurs, pour éviter que les tensions ethniques ne deviennent incontrôlables, les autorités devraient s'appuyer sur les récents messages émis par la HACP pour formuler un discours national convaincant, condamnant la violence communautaire. La diversité ethnique et l'inclusivité sont des valeurs centrales de l'identité nationale nigérienne, et beaucoup de Nigériens considèrent que cette particularité les distingue de leurs voisins. Aujourd'hui, cependant, des publications sur les réseaux sociaux diffusent une interprétation ethnique des récentes tueries, qui alimente l'hostilité entre les communautés. Pour contrer cette représentation des événements, les autorités étatiques devraient souligner l'importance d'une réconciliation des différentes communautés et proposer une vision plus nuancée de la violence qui consume le nord de la région de Tillabéri.

Parallèlement, si le gouvernement veut persuader les villageois de ne pas prendre les armes pour se défendre, il devra déployer des efforts à court et à long termes pour montrer que l'Etat est capable de les protéger. Les autorités militaires pourraient, par exemple, envisager de réaffecter des troupes aux postes frontaliers, notamment à Inatès et Ikarfane, et de mener des opérations antiterroristes le long de la frontière malienne. Si elles choisissent cette option, elles devraient surveiller ses troupes de près, étant donné les risques désormais connus que des soldats commettent des abus contre des civils dans cette zone. La Commission nationale des droits humains (CNDH) a joué un rôle clé en enquêtant et en rendant publics les abus militaires contre les civils au cours de l'année dernière. Elle devrait continuer à mettre les abus en lumière et à faire pression pour que les coupables soient jugés.

Niamey devrait également encourager la police, la gendarmerie et la garde nationale à se reconcentrer sur la lutte contre le banditisme, en particulier lorsqu'il s'agit d'arrêter les criminels armés et de rendre le bétail et les biens volés. Non seulement cela contribuerait à rétablir la confiance entre les forces de sécurité et les communautés rurales, mais cela montrerait aussi que l'Etat veut protéger les habitants des

---

<sup>53</sup> Voir les rapports de Crisis Group, *Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali et Burkina Faso : sortir de la spirale des violences*, op. cit.

<sup>54</sup> En juin 2020, au cours d'une réunion au bureau du Premier ministre, certains dirigeants des communautés sédentaires du nord de Tillabéri, principalement zarma, ont exprimé leur détresse concernant l'insécurité croissante dans leur région et ont exhorté le gouvernement à les protéger ou à permettre aux communautés de se protéger elles-mêmes. Des appels similaires ont été lancés lors du forum de Ouallam en janvier à la suite des attaques de Tchomabangou. Entretiens de Crisis Group, participants aux réunions, Niamey, février 2021.

zones rurales, leur fournir les services de base dont ils ont besoin et participer à enrayer la montée des tensions communautaires.

A plus long terme, les autorités nigériennes devraient tirer profit du possible affaiblissement de l'EIGS pour mener à bien des réformes sécuritaires. L'une de ces réformes pourrait consister à redéfinir les rôles respectifs de l'armée et des forces de sécurité internes. Si les deux forces ont des missions différentes, elles sont actuellement déployées le long de la frontière sous un seul commandement militaire. Les autorités civiles et militaires devraient également continuer d'œuvrer ensemble à améliorer la représentation des populations locales au sein des forces de sécurité, et contribuer ainsi à réduire durablement les tensions avec les populations locales. Les forces de sécurité nigériennes resteront la principale source de protection de ces communautés, aussi imparfaites soient-elles. Une force qui s'appuierait davantage sur des recrues locales gagnerait plus facilement la confiance de la population, aurait une connaissance précieuse du terrain et pourrait, dès lors, être dans une meilleure posture pour mener à bien sa mission de protection des civils. Bien que, comme Crisis Group l'a mentionné précédemment, cette approche comporte des risques qu'il ne faudra pas sous-estimer, elle reste une option préférable à celle consistant à se reposer uniquement sur des forces de sécurité extérieures.<sup>55</sup>

Pour protéger les civils de la violence, Niamey pourrait aussi envisager de conclure des cessez-le-feu locaux par le biais du dialogue. Le président Bazoum pourrait, publiquement ou non, désigner un bureau spécial, rattaché à la présidence, chargé de contacter les commandants jihadistes locaux et d'entamer des pourparlers tenant compte de leur appartenance communautaire et de leurs intérêts socioéconomiques. Les autorités devront très probablement proposer une série de mesures incitatives similaires à celles offertes aux rebelles touareg du Niger dans les années 1990, telles que des engagements à intégrer les combattants dans les forces de sécurité, à associer les chefs rebelles à des postes d'influence régionaux, à protéger les minorités vulnérables et à investir dans le développement régional. Côté jihadiste, le cessez-le-feu devrait inclure la fin du prélèvement forcé de la *zakat* pour les personnes vivant dans les zones concernées.

Ce dialogue sera risqué pour les médiateurs impliqués, et il sera essentiel que les autorités nigériennes rassurent les insurgés qui pourraient craindre que l'Etat ou ses partenaires étrangers profitent de ces contacts pour les localiser et les tuer.<sup>56</sup> Pour améliorer la coordination entre les initiatives militaires et politiques, et pour éviter un scénario dans lequel l'un agit au détriment des intérêts de l'autre, le président Bazoum devrait donner à ce bureau l'autorité de suspendre les opérations militaires

---

<sup>55</sup> Voir le rapport de Crisis Group, *Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger*, op. cit. Comme indiqué dans ce rapport, dans un contexte d'intensification des tensions intercommunautaires, certaines nouvelles recrues pourraient chercher à poursuivre des intérêts locaux en portant l'uniforme du gouvernement. En outre, si certaines communautés sont exclues de la campagne de recrutement, elles pourraient avoir l'impression que l'Etat fait preuve de partialité à leur égard. Si les autorités choisissent cette option, elles devraient veiller à recruter parmi tous les groupes ethniques locaux, à établir des unités mixtes et à prendre le temps de les former, de les équiper et de les déployer correctement.

<sup>56</sup> Ibid.

dans certaines parties de la zone frontalière si une accalmie est nécessaire pour faire avancer les négociations, et si un pacte de non-agression se concrétise.<sup>57</sup>

S'il est certainement prématuré d'essayer d'amener à la table des négociations le dirigeant de la faction de l'Etat islamique au Sahel, Adnan Abu Walid al-Sahraoui, cela pourrait être l'objectif ultime d'une stratégie axée sur le dialogue.<sup>58</sup> Si Niamey peut commencer à éloigner les commandants des zones frontalières de l'EIGS, et stopper durablement l'essor du groupe, alors peut-être que les intentions de Sahraoui évolueront. Après tout, il avait entamé des négociations avec de hauts responsables en 2017, avant que celles-ci ne soient abandonnées.<sup>59</sup> Si Abu Walid se montre un jour prêt à reprendre les négociations, les autorités devraient envisager de proposer le pacte de non-agression qui avait été envisagé avec lui en 2017.<sup>60</sup>

Le moment peut sembler mal choisi pour engager un dialogue avec les insurgés de l'Etat islamique, au lendemain d'horribles massacres. Le partenaire extérieur le plus important du Niger, la France, reste fermement opposé à un tel dialogue. Lors d'un sommet organisé le 15 février dans la capitale du Tchad, N'Djamena, le président Emmanuel Macron, fervent défenseur de l'intervention militaire au Sahel, a réitéré cette opposition.<sup>61</sup> L'idée de parler aux insurgés reste également controversée dans d'autres Etats du Sahel.

Néanmoins, au Burkina Faso, où le Premier ministre Christophe Dabiré l'a publiquement exclu, des réunions secrètes entamées en octobre 2020 entre de hauts responsables et des jihadistes ont abouti à un cessez-le-feu certes fragile mais qui a considérablement réduit la violence dans les mois qui ont suivi.<sup>62</sup> Au Mali, une partie de la population soutient les efforts visant à conclure un accord avec les jihadistes après des années de combats destructeurs entre les insurgés et les groupes d'autodéfense.<sup>63</sup> Le Niger, qui fut le premier Etat sahélien à envisager la voie du dialogue, lorsque Bazoum Mohamed était ministre de l'Intérieur en 2016-2017, devrait suivre ces exemples. Maintenant qu'il est président, Bazoum jouit de l'autorité nécessaire pour poursuivre le dialogue avec les jihadistes dans le cadre des efforts visant à éviter que la violence intercommunautaire dans la région de Tillabéri n'augmente encore.

Enfin, les autorités devraient également accorder une plus grande priorité aux mesures visant à résoudre les conflits au sein des communautés et entre elles, notamment en ce qui concerne l'accès aux ressources, afin de s'attaquer aux facteurs de violence et de montrer que l'Etat a un rôle utile à jouer au niveau de la gouvernance. La HACP pourrait, par exemple, avec le soutien de partenaires étrangers ou d'orga-

<sup>57</sup> Pour en savoir plus sur la question de la coordination, voir le rapport de Crisis Group, *Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger*, op. cit.

<sup>58</sup> Pour davantage d'informations sur l'idée d'amener Sahraoui à la table des négociations, voir le rapport de Crisis Group, *Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger*, op. cit.

<sup>59</sup> Ibid.

<sup>60</sup> Ibid.

<sup>61</sup> Durant une conférence de presse au sommet de N'Djamena, Emmanuel Macron a déclaré : « Concrètement, nous avons ces dernières semaines consolidé une convergence avec nos interlocuteurs du G5 Sahel pour considérer que Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa sont des ennemis et en aucun cas des interlocuteurs ». « Afrique : conférence de presse d'Emmanuel Macron au terme du Sommet du G5 Sahel », Universal TV, 15 février 2021.

<sup>62</sup> « Burkina Faso : les autorités prêtes à négocier avec les groupes jihadistes ? », RFI, 5 février 2021.

<sup>63</sup> « Moctar Ouane, 1er ministre du Mali : dialogue avec les jihadistes "en cours" en "prolongement de l'action militaire" », RFI, 20 décembre 2020.



nisations non gouvernementales, déployer des efforts plus systématiques en matière de consolidation de la paix afin de résoudre les conflits et d'apaiser les tensions, qu'il s'agisse de griefs liés à l'utilisation des terres ou entre les autorités locales, les villages ou les communautés, en commençant par les villages où les tensions sont fortes et où les jihadistes ont déjà commencé à recruter activement des combattants.

## **VI. Conclusion**

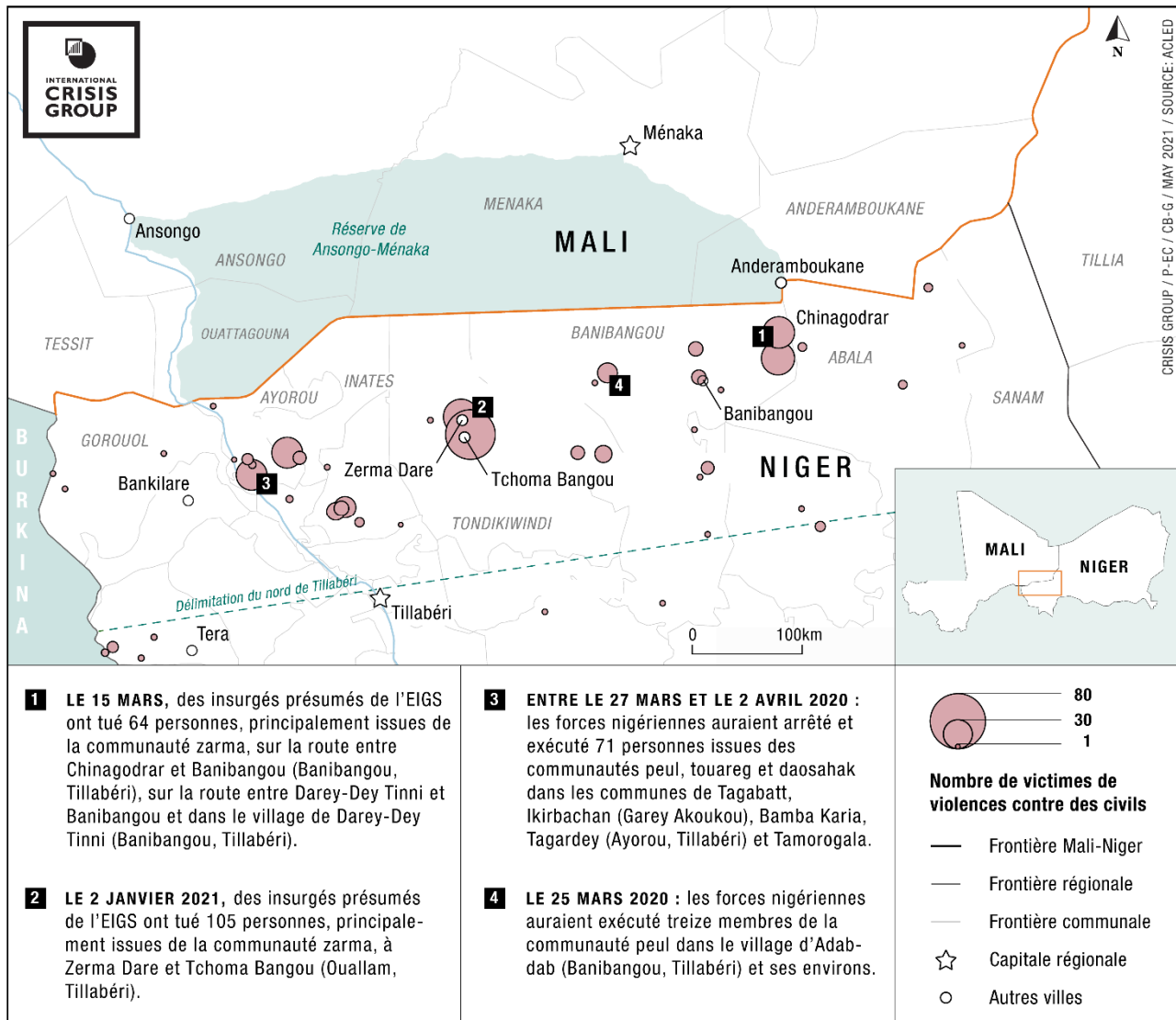
---

Le risque que le Niger soit le théâtre de nouveaux massacres semblables à ceux qui ont traumatisé les pays voisins, le Mali et le Burkina Faso, est très élevé. Alors que les jihadistes continuent de recruter et de s'en prendre aux communautés locales, la formation de groupes d'autodéfense peut sembler être une solution pour les civils qui vivent dans ces régions, mais cela risque aussi de déclencher de nouveaux cycles de violence qui renforceront finalement la position de l'Etat islamique. Si les autorités nigériennes, qui s'efforcent de vaincre militairement les jihadistes, ont jusqu'à présent donné un exemple positif dans le Sahel central en évitant d'utiliser des milices locales pour mener des opérations antiterroristes à la frontière avec le Mali, elles sont actuellement sous pression quant à la nécessité de protéger leur population.

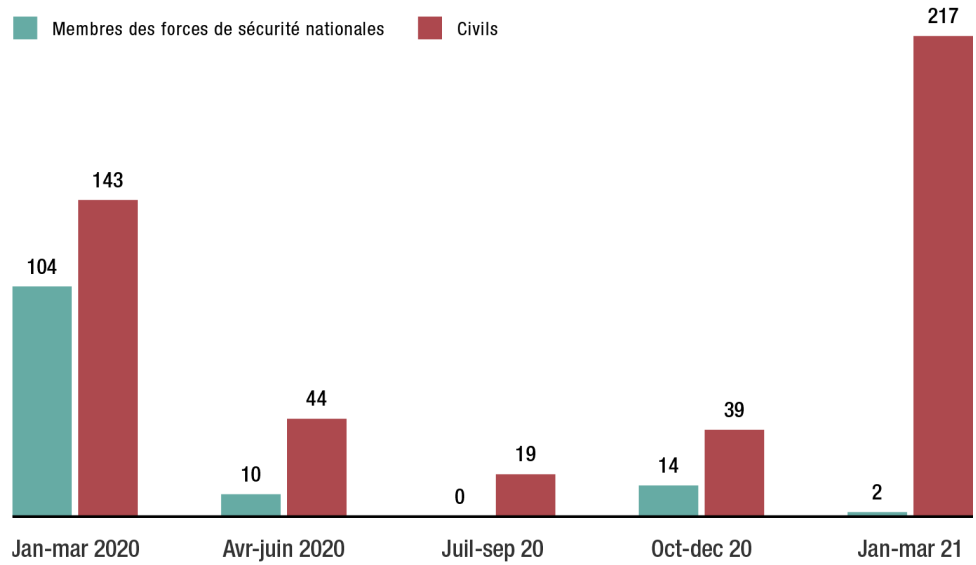
Il n'y a pas de réponse simple ni facilement actionnable par les autorités de Niamey. Cependant, à travers un agencement de mesures de sécurité calibrées, de messages visant à apaiser les tensions ethniques, d'efforts de dialogue avec les groupes insurgés et d'initiatives visant à gérer les différends au niveau communautaire, les autorités nigériennes peuvent encore atteindre leurs objectifs en matière de sécurité tout en évitant que les terribles violences perpétrées contre les civils ne s'aggravent encore.

**Dakar/Niamey/Nairobi/Bruxelles, 28 mai 2021**

Annexe A : Carte montrant les attaques les plus meurtrières à l'encontre de civils dans le nord de la région de Tillabéri, mars 2020-mars 2021



Annexe B : Membres des forces de sécurité et civils tués dans la région de Tillabéri entre janvier 2020 et mars 2021



Tandis que le nombre de victimes issues des forces de sécurité a baissé au cours de cette période, le nombre de victimes civiles a augmenté de façon significative. Source : ACLED, 3 avril 2021. Le qualificatif de victime est défini suivant le guide d'ACLED.



International Crisis Group

**Headquarters**

Avenue Louise 235, 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38

[brussels@crisisgroup.org](mailto:brussels@crisisgroup.org)

**New York Office**

[newyork@crisisgroup.org](mailto:newyork@crisisgroup.org)

**Washington Office**

[washington@crisisgroup.org](mailto:washington@crisisgroup.org)

**London Office**

[london@crisisgroup.org](mailto:london@crisisgroup.org)

**Regional Offices and Field Representation**

Crisis Group also operates out of over 25 locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and Latin America.

**See [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org) for details**

*PREVENTING WAR. SHAPING PEACE.*